

## LE RCD À PROPOS DE LA RÉPRESSION POLICIÈRE DE SAMEDI :

## «Un aveu de faiblesse»

**Au lendemain de la répression policière jamais égalée opposée à la marche populaire pacifique programmée dans Alger le samedi 22 janvier, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) appelle à l'amplification et à la pérennisation de la dynamique de mobilisation citoyenne. Le parti lit la démonstration de force à laquelle les autorités ont recouru pour saborder la manifestation comme «un aveu de faiblesse».**

**Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)** - Le RCD reste foncièrement déterminé à aller de l'avant dans son engagement à relayer les contestations citoyennes par l'action plutôt solidaire que solitaire.

Il en fait le rappel dans son communiqué rendu public hier, manière bien claire de dire que la répression policière de ce samedi ne saurait entamer la mobilisation des Algériens pour revendiquer les libertés dont ils sont spoliés.

«Notre capitale n'a pas connu un tel déploiement depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965. Cette démonstration de force qui vise à impressionner le peuple est en réalité un aveu de faiblesse», a noté le RCD, après avoir souligné que «même isolées dans différents quartiers de la ville ou retenues à la périphérie d'Alger, ces mobilisations (citoyennes, ndlr) sont l'expression d'une détermination citoyenne qui fera date. Plus rien ne pourra arrêter la revendication de liberté et de justice dans notre pays».

Aussi le RCD a tenu à rendre hommage et à transmettre ses salutations à tous ceux qui ont bravé l'interdiction arbitraire et se rendre à la marche empêchée dans Alger.

Comme pour attester, à raison, de la marche inexorable vers une émancipation démocratique, le parti de Saïd Sadi a réaffirmé que «le statu quo est intenable». Au pouvoir, qui

poursuit de cadenasser les espaces d'expression politique et qui, à des revendications politiques oppose des réponses «alimentaires», le RCD lance une salve de critiques.

«On ne peut pas empêcher un peuple de s'exprimer dans les médias lourds de son pays, on ne peut pas l'empêcher de marcher pacifiquement dans la capitale un demi-siècle après l'indépendance pendant que l'on s'emploie à mobiliser la justice pour dépecer le pays, discréditer l'Etat et hypothéquer la nation et feindre de déplorer les excès de la colère populaire», écrit-il, ajoutant que «l'état d'urgence perpétuel imposé au pays depuis 1992 est discriminatoire et dangereux. Les organisations satellites du pouvoir squattent la télévision, la radio et, quand elles sont instruites, la rue. Un tel parti pris ne peut que pousser à l'aggravation du désespoir avec tout ce qui peut en découler. Cet état d'urgence est aussi le principal instrument de l'étouffement des libertés par lequel les familles régnantes couvrent leur corruption».

Engagé avec d'autres partenaires dans une dynamique de revendication durable, le RCD a appelé à l'amplification et à la pérennisation de la dynamique du 22 janvier.

«Il est important et urgent que les patriotes, acquis au principe de l'Etat de droit et aux valeurs de Novembre et de la



Photo : Djalel B.

Saïd Sadi appelle à l'amplification et à la pérennisation de la dynamique du 22 janvier.

Soummam, amplifient et pérennisent la dynamique du 22 janvier pour lui donner un élan pouvant conduire à la mise en place des conditions d'un débat national en vue d'engager une transition démocratique. Le système politique en place depuis 1962 a failli. Notre devoir est de faire écho au sacrifice de nos martyrs et

à l'attente de nos enfants.» Cela étant, le parti de Saïd Sadi estime que «parachever notre guerre d'indépendance par la construction d'un Etat démocratique et social est à la fois une solution et un devoir. Il y a des phases historiques qui croisent le destin des peuples pour favoriser leur émancipation. Celle que nous

vivons aujourd'hui en fait partie». Rappelons que pour empêcher la marche nationale pacifique à laquelle le RCD avait appelé, un impressionnant dispositif de sécurité a été déployé samedi dans la capitale. La marche n'a pas pu avoir lieu.

Le RCD a fait état de 42 blessés, dont le chef du

groupe parlementaire du parti. Le RCD est partie prenante de la coordination des associations et partis politiques qui a appelé à une marche pacifique le 9 février prochain à Alger.

Une initiative à laquelle le FFS avait souscrit pour se rétracter 24 heures plus tard.

S. A. I.

## «REDRESSEURS» DU FLN

## Une rencontre nationale ce week-end

**Qu'est-il advenu du «mouvement de redressement» du FLN ? Les redresseurs qui ont sérieusement secoué l'ex-parti unique pendant trois mois ne se sont plus manifestés depuis fin décembre. Fin de l'aventure ?**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Mohamed-Seghir Kara, le porte-parole du mouvement, s'explique : «L'opinion publique était braquée, depuis fin décembre, sur les événements en Tunisie et le mouvement des émeutes en Algérie.

C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de marquer une pause en matière de communication. Aussi, la rencontre que nous prévoyions de

tenir coïncidait avec la marche du RCD. Ce qui nous a amenés à la reporter.» C'est ainsi que l'ancien ministre du Tourisme justifie cette éclipse avant d'enchaîner. «Ceci dit, nous n'avons jamais cessé de travailler. Au niveau de la base, les adhésions au mouvement se poursuivent de manière permanente même si nous n'avons pas rendu publiques les dernières listes qui nous sont parvenues de partout, pour les raisons que je viens de vous évoquer.»

Et qu'en est-il de la fameuse rencontre nationale prévue à Alger ? «Nous avons décidé de la tenir cette semaine. Elle aura lieu entre jeudi et samedi.

Pour la participation, nous avons opté pour des quotas de trois délégués par wilaya. Or, les demandes de

participation ne cessent d'affluer et peut-être que nous serons obligés de revoir ce nombre à la hausse.»

Le lieu de la rencontre est choisi : «Ce sera au siège du mouvement à Draria. A moins que la salle ne suffise pas pour contenir tout le monde.» Le porte-parole des «redresseurs» refuse d'assimiler cette rencontre à un congrès parallèle.

«Non, c'est une rencontre qui se veut d'évaluation. Il s'agit de faire le bilan de tout ce que nous avons fait jusque-là, d'arrêter un programme de travail et de conclure cette même rencontre par une déclaration importante».

C'est dire que la hache de guerre est déterrée entre Belkhadem et ses contestataires...

K. A.

## DÉCLARATION

## DU CCDD

## Le pouvoir aux abois

En interdisant la marche pacifique programmée par le RCD, le pouvoir répond par la violence et la répression aveugle. Le CCDD dénonce cette escalade dans le verrouillage total de la vie politique et la constante violation des droits et libertés consacrés par la Constitution dont il a usé et abusé lorsque cela servait ses intérêts.

Le pouvoir ne fait que retarder l'avènement de l'inéluctable changement pour un Etat démocratique. Par son aveuglement et sa politique répressive, il en accélère le processus.

Le CCDD considère que le front démocratique pacifique en cours de constitution, front auquel il a toujours appelé et dans lequel il se considère plus que jamais engagé, doit s'élargir à toutes les forces patriotiques et se renforcer.

## COMMUNIQUÉ DU PLD

## «Pour une Algérie républicaine moderne et sociale»

Le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD) salue l'ensemble des citoyens qui ont répondu à l'appel à la marche pacifique du samedi 22 janvier 2011, initiée par le RCD et soutenue par notre parti.

Ni l'interdiction officielle de la marche, ni les intimidations, ni les moyens hors du commun mis en œuvre pour la saborder : provocations, agressions, arrestations, tabassage, appareil de répression impressionnant, blocage des routes, fermeture des accès vers la capitale, etc. n'ont eu raison du courage des milliers d'Algériennes et d'Algériens venus nombreux à la place du 1<sup>er</sup>-Mai à Alger et devant le siège national du RCD pour marquer leur soutien aux objectifs de cette importante manifestation.

Le PLD rend hommage à ces milliers de citoyens, notamment les jeunes et les femmes qui ont bravé tous

les dangers tendus par les manœuvres du pouvoir et compatit à la douleur des blessés.

Le PLD dénonce les méthodes utilisées par un pouvoir dont le but principal est de tenter de museler toute expression citoyenne et démocratique et de perdurer en croyant pouvoir écraser à jamais toute manifestation populaire par la violence.

Une délégation de la direction du PLD a rencontré au siège du RCD le Dr Saïd Sadi et ses collaborateurs le samedi 22 janvier 2011. Le PLD s'y est engagé à multiplier les efforts pour élargir la concertation à toutes les forces vives de la nation pour impulser une transition démocratique engageant le pays dans la voie du progrès, de la modernité et de la justice sociale.

Le bureau national